

BILAN DE L'INDUSTRIE QUÉBÉCOISE DU CAPITAL-RISQUE POUR LE PREMIER TRIMESTRE 2003

Le ralentissement de l'activité au sein de l'industrie québécoise du capital-risque au cours des derniers mois de 2002 – lorsque les dollars investis ont baissé de 37 % par rapport au trimestre précédent – a été suivi d'une reprise importante principalement attribuable à l'intensification de l'activité dans les sciences de la vie. Entre janvier et mars, l'industrie du Québec a versé 165 millions de dollars, soit une augmentation de 42 % sur les 116 millions de dollars enregistrés au T4 2002. Cette hausse du capital investi a rejoint 110 sociétés situées au Québec, nombre qui n'est que légèrement inférieur à celui des trois mois précédents.

La croissance des mouvements de capitaux au Québec contraste vivement avec le reste de l'industrie canadienne qui a connu une baisse marquée de ses activités d'investissement au premier trimestre (T1) attribuable principalement à l'absence de « méga-transactions » dans les entreprises de télécommunications situées en Ontario. Les versements de l'industrie à l'échelle du pays se sont élevés à 305 millions de dollars, en baisse de 60 % sur les 754 millions de dollars au quatrième trimestre 2002. Les industries québécoise et canadienne continuent toutes deux de réussir un peu mieux que l'industrie américaine où les 3,8 milliards de dollars US injectés au premier trimestre se rapprochent de niveaux qui remontent à 1997, et où le nombre de sociétés financées (623) est le plus bas en six ans.

Par conséquent, le Québec domine l'industrie canadienne pour tous les indicateurs clés, avec 54 % du capital investi et 52 % de toutes les entreprises financées par du capital-risque.

La mobilisation de fonds par l'industrie à l'échelle du Canada s'est affaiblie au cours des trois premiers mois de 2003, les nouveaux engagements de capitaux s'élevant à 1,0 milliard de dollars comparativement à 1,5 milliard l'année précédente. Collectivement, les SCRT du Québec et des autres régions canadiennes ont connu une saison de REER décevante qui n'a rapporté que 888 millions de dollars en tout, soit 24 % de moins que le 1,2 milliard de dollars levés au T1 2002. Les sociétés en commandite (SC) privées ont mobilisé 74 millions de dollars, ce niveau étant également inférieur à l'an dernier.

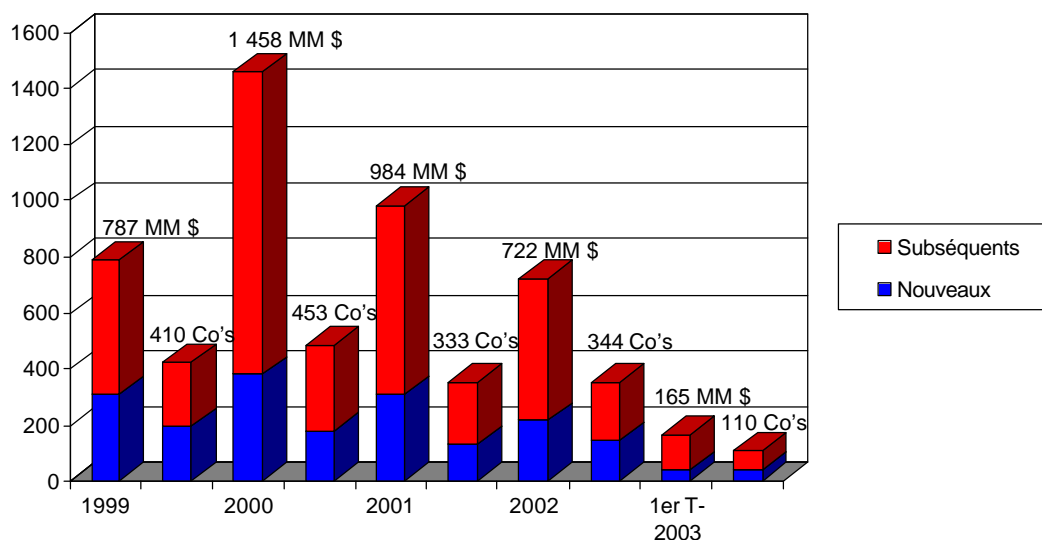
Avis de modification des données

Pour rester à la pointe des tendances dans l'industrie canadienne du capital-risque, Macdonald & Associates met constamment à jour toute l'information financière sur les compagnies. Pour cette raison, les données d'ensemble actuelles et historiques sont sujettes à modification. Les usagers du site Web doivent par conséquent être à l'affût des révisions apportées aux statistiques trimestrielles et annuelles pour l'ensemble de l'industrie et pour les catégories particulières.

HAUSSE DE L'ACTIVITÉ AU QUÉBEC AU T1

Le ralentissement de l'activité au sein de l'industrie québécoise du capital-risque au cours des derniers mois de 2002 – lorsque les dollars investis avaient baissé de 37 % par rapport au trimestre précédent – a été suivi d'une reprise importante au début de 2003. Entre janvier et mars, l'industrie du Québec a investi 165 millions de dollars, soit 42 % de plus que les 116 millions de dollars inscrits au T4 2002. Cet accroissement du capital investi a rejoint 110 sociétés du Québec, nombre légèrement inférieur seulement aux 115 entreprises qui avaient reçu du capital-risque trois mois plus tôt.

Nouveaux investissements par rapport aux investissements subséquents; Québec



Fait intéressant, la croissance des mouvements de capitaux au Québec contraste nettement avec le reste de l'industrie canadienne qui a connu une baisse marquée d'activité au premier trimestre, surtout en Ontario. Les mises de fonds de l'industrie à l'échelle du pays ont totalisé 305 millions de dollars, soit une baisse de 60 % sur les 754 millions de dollars investis au quatrième trimestre de l'an dernier, et elles ont été destinées à 212 entreprises canadiennes, nombre également inférieur à la normale, mais d'un pourcentage plus modeste, soit de 18 %.

Par conséquent, le Québec a dominé l'industrie nationale pour tous les indicateurs clés, s'appropriant 54 % du capital total investi et 52 % de toutes les entreprises financées par du capital-risque. À titre de comparaison, pour toute l'année 2002, le Québec avait capturé 29 % du capital investi et détenait 51 % de toutes les sociétés financées.

Dans tout le Canada, le phénomène de la dégringolade des sorties de fonds, associée à un volume toujours constant d'entreprises financées par du capital-risque, atteste de l'absence de nombreuses « méga-transactions » entre janvier et mars, c'est-à-dire de transactions financières importantes comparables à celles qui avaient été responsables de la majorité des mouvements de capitaux de 2000 à 2002, et qui avaient caractérisé l'investissement dans les communications et

autres secteurs des TI, particulièrement dans la Vallée de l'Outaouais. Pour sa part, le Québec a profité de l'intensité relativement soutenue de l'activité dans les sciences de la vie située, en grande partie, dans les agglomérations urbaines de Montréal et de Québec.

Mises à part ces différences, l'activité dans les industries québécoise et canadienne subit, de façon analogue, l'influence de la contraction du marché qui sévit depuis plus de deux ans et qui a été intensifiée récemment par les événements mondiaux, notamment la deuxième guerre du Golfe et une conjoncture économique qui demeure très incertaine.

Il est clair que les professionnels canadiens du capital-risque, ralentis par l'incapacité continue de liquider leurs avoirs en portefeuille dans les marchés PAPE et F&A, adoptent en même temps des habitudes plus conservatrices qui comprennent, entre autres, investir moins d'argent à court terme. Au Québec, cette situation est visible dans le montant moyen investi par compagnie qui s'est élevé à 1,5 million de dollars au cours des trois premiers mois comparativement à 2,1 millions de dollars en moyenne pour toute l'année 2002.

La préférence constante accordée par l'industrie du Québec aux investissements subséquents qui ont absorbé 74 % de l'ensemble des dollars investis au T1, témoigne elle aussi de son conservatisme et suggère que la carence de fonds destinés aux nouvelles transactions va persister dans un avenir prévisible. Cette situation existe aussi à l'échelle du pays, les entreprises en portefeuille s'étant approprié 72 % des sorties de fonds.

Les industries québécoise et canadienne continuent néanmoins de réussir un peu mieux que l'industrie américaine où les baisses d'activité se produisent régulièrement depuis 2000. Les réductions du capital-risque investi aux États-Unis ont en effet été très fortes, les 3,8 milliards de dollars US investis au premier trimestre se rapprochant de niveaux qui remontent à 1997, et le nombre actuel de sociétés financées (623) étant le plus bas en six ans (Thomson Venture Economics, 2003). Les sorties de fonds de l'industrie américaine avaient totalisé 4,3 milliards de dollars US au T4 2002, et 6,5 milliards de dollars US il y a un an.

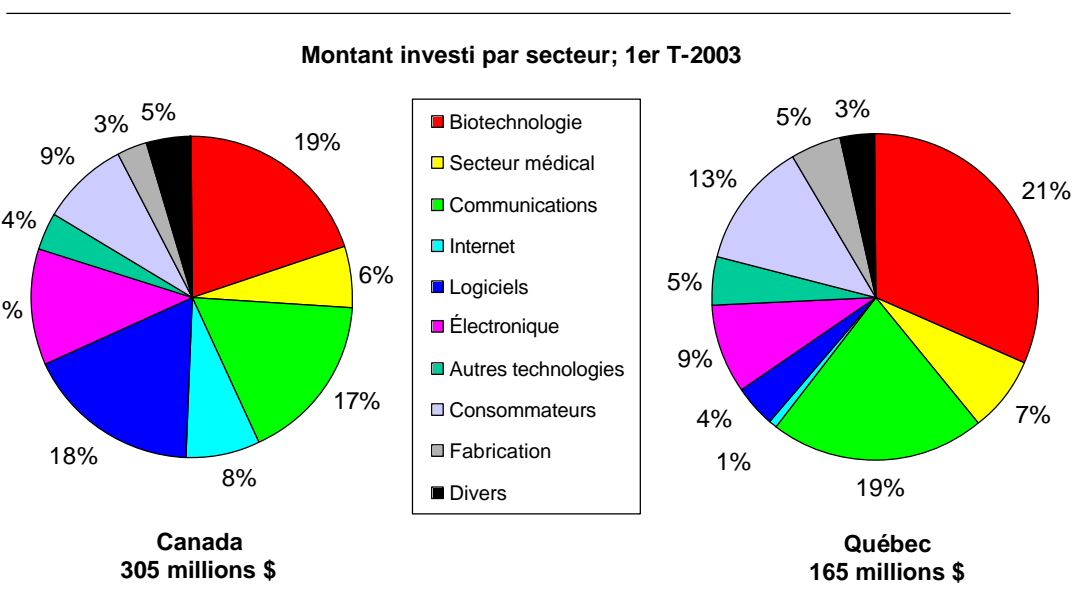
Une fois de plus, l'agglomération urbaine de Montréal a reçu la part du lion des versements, attirant 58 % des 165 millions de dollars investis au T1, tandis que la ville de Québec s'appropriait 34 %, le reste ayant été distribué à diverses autres collectivités.

LE QUÉBEC CAPTE 82 % DES DOLLARS AFFECTÉS AUX SCIENCES DE LA VIE

L'investissement dans les entreprises de biotechnologie et des autres sciences de la vie a dominé le paysage québécois au premier trimestre et, ce faisant, a été principalement responsable de l'accroissement global de l'activité. De plus, les versements à ce secteur totalisant 65 millions de dollars – soit le double du montant inscrit au quatrième trimestre de 2002 – le Québec a capturé un remarquable 82 % de toutes les ressources affectées aux entreprises en sciences de la vie au Canada. À titre de comparaison, le Québec s'était accaparé, pour toute l'année dernière, 47 % des capitaux injectés dans les sciences de la vie à l'échelle du Canada.

Il n'est donc pas surprenant que les sciences de la vie, qui ont attiré 39 % des investissements de l'industrie, aient été le secteur dominant au Québec pendant ce premier trimestre.

L'activité a touché 23 sociétés du Québec, soit une augmentation par rapport aux 18 entreprises inscrites au trimestre précédent. Comme dans le passé, la majorité appartient au secteur biopharmaceutique et comprend des noms bien connus comme Axcan Pharma, Bioxel Pharma et Infectio Diagnostic. En fait, les entreprises biopharmaceutiques ont représenté 80 % du montant global investi dans les sciences de la vie au Québec au T1; elles ont été suivies des compagnies axées sur les services d'information et logiciels biotechnologiques/médicaux qui comprennent, entre autres, Galileo Genomics, et les entreprises spécialisées dans les appareils médicaux telles que Dermacor et Victhom Human Bionics. Les financements de sociétés en sciences de la vie du Québec se sont élevés en moyenne à 2,8 millions de dollars, montant légèrement inférieur aux 3,0 millions de dollars inscrits l'an dernier.



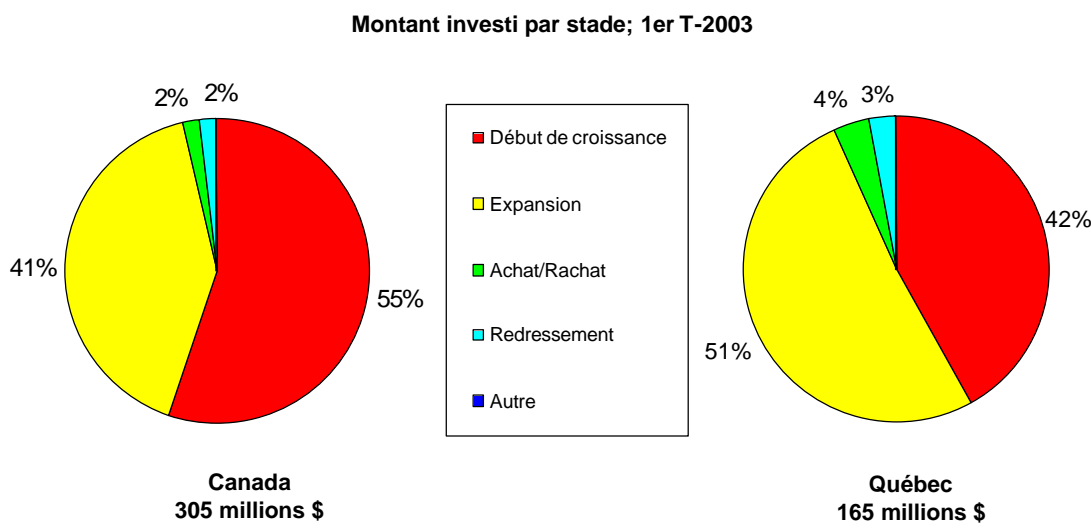
On a noté ci-dessus que dans tout le Canada, les entreprises de communications et de réseautique avaient reçu beaucoup moins d'attention au premier trimestre. La situation a été un peu différente au Québec où le secteur a absorbé 34 millions de dollars, à cause principalement d'une seule transaction impliquant TeraXion. Le capital investi dans les télécommunications a donc représenté 21 % du total au Québec. De plus, l'activité entourant le secteur des semi-conducteurs, de l'électronique et du matériel informatique a été plus forte au Québec que dans le reste du pays, un montant de 14 millions de dollars ayant été affecté à 13 sociétés dont Infomedia Research Group.

Ailleurs dans le secteur des TI du Québec, 15 sociétés de logiciels ont reçu 7 millions de dollars et deux entreprises liées à Internet ont reçu 1 million de dollars. Les transactions liées à l'énergie et à la technologie environnementale ont été la force motrice du gros de l'activité innovatrice dans les autres secteurs au premier trimestre, totalisant 8 millions de dollars dans 11 compagnies.

Une variété d'autres entreprises basées au Québec, axées sur les secteurs de consommation et les secteurs traditionnels, ont également attiré 35 millions de dollars au T1, soit 21 % des investissements.

LA PLUPART DES ENTREPRISES SONT PLUTÔT JEUNES AU QUÉBEC

Les transactions avec des sociétés au stade de démarrage et en début de croissance ont occupé une place dominante à l'échelle du pays au cours des trois premiers mois de 2003, la vaste majorité de compagnies canadiennes financées appartenant à cette catégorie. Cette tendance a également été visible au Québec, où 56 % des 110 entreprises financées par du capital-risque étaient exceptionnellement jeunes et en début de croissance, notamment Bioxel Pharma, Dermacor, Infectio Diagnostic, Infomedia Research Group et Victhom Human Bionics. Cette activité a toutefois attiré seulement 42 % des 165 millions de dollars investis.



À titre de comparaison, 40 sociétés en expansion établies au Québec, représentant 36 % du total entre janvier et mars, ont reçu plus de la moitié des 165 millions de dollars investis par l'industrie. Les grosses transactions au niveau des sociétés en expansion ont été conclues avec des entreprises importantes comme Axcan Pharma et TeraXion.

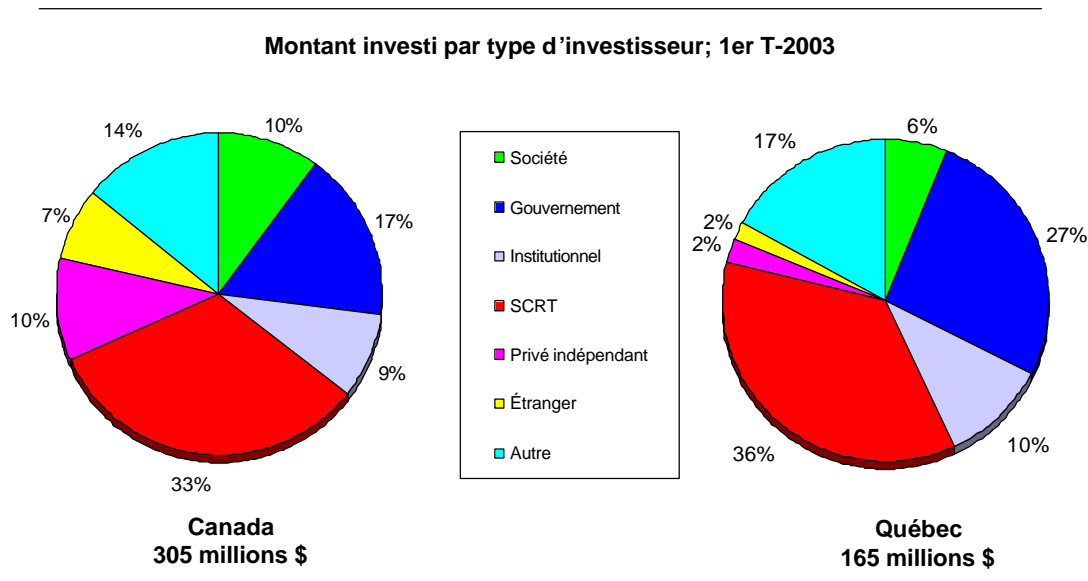
LES SCRT ET FONDS GOUVERNEMENTAUX S'IMPOSENT AU QUÉBEC AU T1

Dans le marché ralenti de 2002, il est clair que les SCRT québécoises et canadiennes, et la réglementation qui les oblige à ralentir leur rythme d'investissement, avaient joué un rôle dans la régularisation de l'activité. Au premier trimestre, l'importance des SCRT au Québec est un fait indéniable, compte tenu des 59 millions de dollars versés par le Fonds de solidarité (FTQ), FondAction, et d'autres, un niveau qui est presque deux fois plus élevé que les 29 millions de dollars attribués à ces fonds au T4 2002. Cette activité, qui a profité à 32 compagnies du Québec, a valu aux SCRT une part de 36 % du total des dollars investis.

Les fonds gouvernementaux, qui ont investi 44 millions de dollars entre janvier et mars, ont eux aussi joué un rôle important dans le renforcement de l'activité globale au Québec. Le fonds Innovatech, la Société générale de financement du Québec et les autres investisseurs gouvernementaux ont injecté 44 millions de dollars dans 43 compagnies, ce qui représente

également une augmentation de 47 % par rapport aux 30 millions de dollars qu'ils avaient versés au cours des trois mois précédents.

Les autres groupes de l'industrie établis au Québec, ou investisseurs en capital-risque canadiens qui restent en contact régulier avec le marché du Québec, ont ralenti leur rythme d'investissement comparativement au trimestre précédent. CDP Capital – Technologies et d'autres fonds institutionnels ont investi 17 millions de dollars ce trimestre-ci; leur succèdent les fonds corporatifs avec 10 millions de dollars, et les fonds privés indépendants avec 4 millions.



Les capitaux d'origine extérieure injectés au Québec ont eux aussi augmenté au premier trimestre, les « autres » investisseurs ont contribué 28 millions de dollars. Les sources américaines et autres sources étrangères ont apporté 3 millions de dollars, soit un peu plus que les 2 millions de dollars fournis aux syndicats de placement en technologie au quatrième trimestre de 2002.

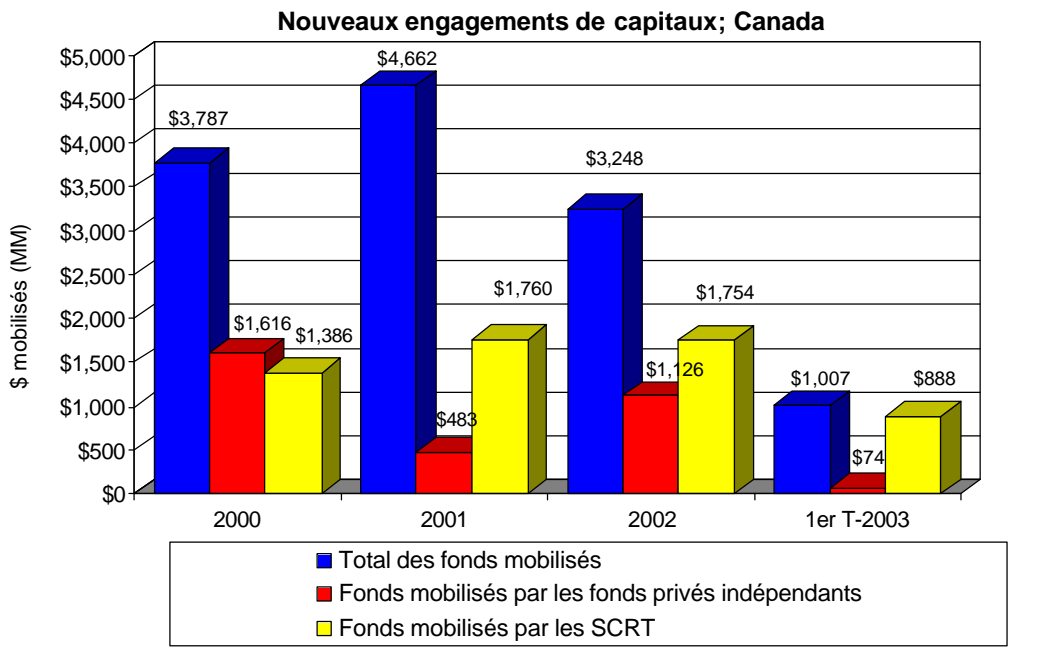
DIMINUTION DES LEVÉES DE FONDS DE L'INDUSTRIE AU T1

Malgré le ralentissement visible du marché tout au long de l'année dernière, les industries québécoise et canadienne du capital-risque avaient profité de levées de fonds étonnamment vigoureuses, particulièrement au niveau des SCRT et des fonds privés indépendants qui avaient largement contribué à la croissance des pools de capital et des réserves de liquidités.

Au début de 2003, la mobilisation de fonds a repris à un rythme beaucoup plus lent. À titre d'exemple, la saison des REER, qui apporte habituellement à la vaste majorité des SCRT soutenues par les deniers publics une mine de nouveaux engagements de capitaux pour les mois à venir, s'est révélée moins généreuse qu'en janvier et février 2002. En tout, les SCRT à travers le Canada ont mobilisé 888 millions de dollars, soit 24 % de moins que les 1,2 milliard de dollars obtenus pendant la saison des REER de 2002.

Comme toujours, les ventes au détail des SCRT ont été propulsées par le vétéran Fonds de solidarité FTQ qui, à lui seul, a mobilisé 369 millions de dollars, et demeure un des quelques SCRT qui réussiront à mobiliser beaucoup plus pendant le reste de l'année 2003. Les autres SCRT qui figurent parmi les meilleurs pour la levée de fonds comprennent Canadian Medical Discovery Corporation, FondAction, GrowthWorks – qui comprend maintenant les fonds nationaux anciennement gérés par Working Ventures Canadian Fund – Skylon Capital Corporation, Triax-Covington Corporation et VenGrowth Capital Partners.

Les sociétés en commandite (SC) ont connu une année record en 2002 grâce à de nouveaux engagements par les investisseurs institutionnels totalisant 1,1 milliard de dollars, ce qui augure bien pour les multiples gestionnaires privés indépendants qui s'apprêtent à lever des fonds à l'échelle du pays en 2003.



S'élevant à 74 millions de dollars, les nouvelles ressources apportées par les SC privées au premier trimestre ont été inférieures à l'an dernier lorsqu'elles avaient atteint près de 215 millions de dollars. Cependant, le T1 demeure prometteur pour la fermeture finale de certaines SC privées importantes dont le Jefferson Partners Fund IV, qui a la distinction d'être un des plus gros fonds créés au cours des deux dernières années. TechnoCap, qui a son siège à Montréal, est un des autres fonds privés indépendants qui a réussi à lever des fonds en attirant un nouvel engagement important de la Boeing Corporation.

Au même titre que les nouveaux montants autorisés pour certains fonds corporatifs et gouvernementaux, les SCRT et fonds de SC privées avaient contribué ensemble pour 1 milliard de dollars de nouveaux capitaux à l'industrie à la fin des trois premiers mois de 2003, soit environ 32 % de moins que les 1,5 milliard de dollars apportés à la même période l'an dernier. Compte tenu de la place importante qu'occupent les SCRT dans les résultats du T1, les

investisseurs individuels ont été la source principale représentant près de 90 % de l'apport total, le solde étant assumé par les sources étrangères, corporatives et gouvernementales.

Comparée aux États-Unis, où seulement 996 millions de dollars US sont entrés dans les coffres de l'industrie au T1, la levée de fonds au Canada demeure robuste.